

12.2 Épargne - Patrimoine

Fin 2014, le **patrimoine** économique **national** s'élève à 13 064 milliards d'euros, soit 7,5 fois le produit intérieur net de l'année. Après deux années de quasi-stabilité, il se replie de 1,8 % en 2014. Ce recul, inédit depuis la crise de 2008, résulte de l'effet combiné d'une baisse des prix des biens immobiliers et d'une dégradation du patrimoine financier net.

En 2014, la valeur nette des **sociétés non financières (SNF)** baisse moins qu'en 2013 et leurs **fonds propres** ralentissent (+ 2,6 % après + 7,9 %) en lien avec une progression plus faible des cours boursiers et la baisse du prix des actifs non financiers. La valeur nette des **sociétés financières (SF)** baisse de 5,5 %, leurs fonds propres ralentissent pour la deuxième année consécutive. Enfin, le passif des **administrations publiques (APU)** augmente fortement en raison de la hausse des obligations en valeur de marché.

Le **patrimoine des ménages** s'établit à 10 334 milliards d'euros, soit huit fois leur revenu disponible. Il est quasi stable après deux années de faible croissance. Leur patrimoine non financier, constitué pour l'essentiel de logements et de terrains, diminue de façon plus marquée qu'en 2013. En revanche, leur patrimoine financier continue de progresser, mais il est moins dynamique malgré des flux de placements en augmentation.

Début 2015, 94 % des **ménages** vivant en France possèdent un patrimoine financier, immobilier ou professionnel. Près de six

ménages sur dix détiennent au moins un actif financier autre qu'un compte-chèques et au moins un bien immobilier. Entre 2010 et 2015, les ménages ont délaissé les valeurs mobilières au profit de placements financiers peu risqués. Les livrets d'épargne sont toujours les produits les plus fréquemment détenus. Première forme d'**épargne des ménages**, ils constituent un placement de base complètement sécurisé. La hausse des livrets défiscalisés est également due à l'engouement des ménages jeunes pour le livret A. L'assurance-vie conforte sa place parmi les produits privilégiés par les ménages offrant aux épargnants un cadre fiscal attractif. Le taux de détention de Plan épargne-logement repart à la hausse, à la faveur d'une rémunération plus élevée que les livrets défiscalisés. Quant à l'immobilier, il garde une place importante dans le patrimoine des ménages ; il a très légèrement progressé entre 2010 et 2015.

En 2013, 56,1 % des salariés du secteur marchand non agricole, soit 8,7 millions de salariés, ont eu accès à au moins un dispositif de participation, d'intéressement ou d'**épargne salariale**. Les sommes versées au titre de la participation ont reculé pour la troisième année consécutive et pour la première fois depuis leur création, celles distribuées sur un **plan retraite collectif (Perco)** ont également diminué. En revanche, en 2013, les sommes versées au titre de l'intéressement ont dépassé pour la deuxième consécutive celles versées au titre de la participation. ■

Définitions

Épargne salariale : ensemble de dispositifs dont l'objectif est d'associer les salariés aux résultats de leur entreprise et de favoriser l'épargne collective et le développement des investissements des entreprises.

Patrimoine national : patrimoine des résidents sur le territoire national. Il repose sur la propriété d'actifs économiques susceptibles de faire l'objet de transactions. En particulier, il ne comprend pas les monuments historiques.

Administrations publiques, épargne des ménages, fonds propres, ménage, patrimoine, plan d'épargne entreprise (PEE), plan d'épargne pour la retraite collective (PERCO), sociétés non financières (SNF), taux d'autofinancement, taux d'épargne des ménages, taux d'épargne financière, taux d'investissement en logement : voir rubrique « définitions » en annexes.

Pour en savoir plus

- « Le patrimoine économique national en 2014 – En repli de 1,8 % », *Insee Première* n° 1578, décembre 2015.
- « Participation, intéressement et épargne salariale en 2013 : un salarié sur cinq a désormais accès au Perco », *Dares Analyses* n° 55, juillet 2015.
- « Le patrimoine des ménages début 2015 : repli des valeurs risquées au profit des produits sécurisés », *Insee Première* n° 1574, novembre 2015.
- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2015.

Retrouvez le TEF sur www.insee.fr dans la collection « Insee Références »

Patrimoine national des secteurs institutionnels fin 2014

en milliards d'euros

	Ménages ¹	Sociétés non financières	Sociétés financières	Administrations publiques	Ensemble de l'économie nationale
Actifs non financiers	7 088	4 136	254	1 929	13 407
Constructions et terrains	6 561	2 507	200	1 675	10 943
dont : logements	3 431	649	40	59	4 179
autres bâtiments et génie civil	173	804	61	967	2 005
terrains bâtis	2 957	1 054	99	649	4 759
Machines et équipements	46	494	13	33	586
Actifs financiers²	4 625	6 152	12 250	1 216	24 243
dont : numéraires et dépôts	1 328	477	2 980	120	4 905
titres de créances	79	55	3 357	72	3 563
crédits	29	1 136	2 889	123	4 177
actions et parts de fonds d'investissement	1 246	3 521	2 283	504	7 554
système d'assurance et de garanties	1 694	48	117	6	1 865
Passifs financiers²	1 379	8 336	12 023	2 788	24 526
dont : numéraires et dépôts	0	0	5 147	117	5 264
titres de créances	0	584	1 652	2 011	4 247
crédits	1 196	2 078	452	316	4 042
actions et parts de fonds d'investissement	9	4 929	2 129	0	7 067
système d'assurance et de garanties	0	0	1 883	0	1 883
Patrimoine financier net	3 246	- 2 184	166	- 1 571	- 343
Patrimoine (ou valeur nette)	10 334	1 952	420	358	13 064

1. Y c. entrepreneurs individuels et institutions sans but lucratif au service des ménages.

2. Hors produits dérivés.

Sources : Banque de France ; Insee, comptes nationaux - base 2010.

Les dispositifs d'épargne salariale

	2000	2010	2013
Participation			
Montant brut distribué ¹	4 927	7 380	6 090
Nombre de bénéficiaires ²	4 254	4 939	4 540
Montant moyen en euros	1 158	1 494	1 341
Intéressement			
Montant brut distribué ¹	3 799	7 185	7 236
Nombre de bénéficiaires ²	3 283	4 646	4 453
Montant moyen en euros	1 157	1 546	1 625
Plan d'épargne entreprise (PEE)			
Montant brut distribué ¹	974	1 338	1 431
Nombre de bénéficiaires ²	2 024	2 256	2 203
Montant moyen en euros	481	593	649

1. En millions d'euros.

2. En milliers.

Champ : entreprises de 10 salariés ou plus du secteur marchand non agricole, hors intérim et secteur domestique en France métropolitaine.

Source : Dares.

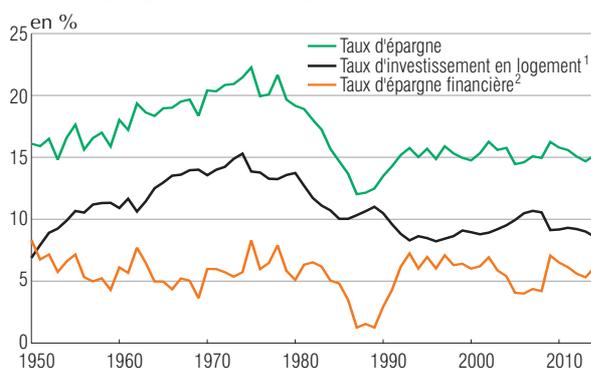
Taux d'épargne des ménages dans quelques pays de l'Union européenne

	2000 (r)	2005 (r)	2010 (r)	2014
Allemagne	15,2	16,2	16,8	16,9
Autriche	15,7	15,8	14,6	13,3
Belgique	15,9	14,8	14,9	12,6
Danemark	2,2	3,2	9,1	2,0
Espagne	10,5	9,3	10,1	9,6
Finlande	9,7	7,9	9,8	7,1
France	14,5	14,2	15,5	14,8
Hongrie	10,9	10,5	9,4	10,2
Italie	12,9	14,7	11,0	10,8
Pays-Bas	11,9	12,3	12,7	(p) 14,8
Portugal	10,5	9,2	9,2	5,9
Rép. tchèque	11,5	11,0	12,5	10,9
Royaume-Uni	9,8	7,0	11,6	4,9
Slovénie	13,2	15,6	13,2	14,1
UE	12,0	11,4	12,2	10,5

Note : taux d'épargne en % du revenu disponible brut des ménages.

Source : Eurostat.

Taux d'épargne des ménages de 1950 à 2014



1. Rapport de la formation brute de capital fixe des ménages au revenu disponible brut.

2. Rapport entre la capacité de financement des ménages et le revenu disponible brut.

Source : Insee, comptes nationaux - base 2010.

Taux de détention par grand type d'actif en 2015

	en % des ménages
Patrimoine financier	90,1
Livrets d'épargne	85,6
Patrimoine immobilier	62,6
Ensemble assurance-vie, épargne retraite	43,8
Épargne-logement	31,9
Valeurs mobilières	16,2

Champ : ménages ordinaires.

Source : Insee, enquêtes Patrimoine 2014-2015.